

170, BOULEVARD DU MONT-PARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 325-36-74

C. C. P. 1248-74 PARIS

Téléphone

320.36.20

D 460 COLOMBIE: DIX ANS DE PRESENCE CHRETIENNE DANS LA SOCIETE

Le rapport ci-dessous a été élaboré par des chrétiens colombiens. Il se veut une contribution au débat qui s'ouvre en octobre à Puebla (Mexique) sur le rôle de l'Eglise en Amérique latine. Plus qu'une approche dogmatique, il est d'abord une recension chronologique des principaux événements de la société colombienne et du comportement des milieux d'Eglise par rapport à eux. C'est le lieu de rappeler que l'Eglise colombienne est généralement considérée comme la plus conservatrice du continent: ce rapport en est l'illustration. On pourrait dire, sommairement parlant, que l'épiscopat colombien est la réplique opposée de l'épiscopat brésilien. Dans l'Eglise de Colombie, l'ouverture aux problèmes sociaux n'y est le fait que d'une minorité très restreinte de chrétiens, lesquels se trouvent être visés, de façon inversement proportionnelle, par la hiérarchie et le pouvoir politique.

Dix ans de présence chrétienne dans la société colombienne, c'est le laps de temps qui sépare la Conférence de Medellin de celle de Puebla. On aimerait que chaque pays latino-américain fît le même bilan.

(Note DIAL)

PARTICIPATION ET ABSENCE DE L'EGLISE DANS LES LUTTES POPULAIRES (1968 - 1977)

Introduction

Il n'est pas très correct de parler d'Eglise dans les luttes populaires quand le peuple est, dans sa quasi totalité, baptisé catholique. Le peuple colombien est baptisé, mais il ne s'est pas assumé comme Eglise au sens évangélique du mot; il n'a pas conscience d'être peuple de Dieu et ne se comporte pas comme tel; il n'est pas conscient du projet évangélique qui lui demande d'édifier une communauté fraternelle. Théoriquement parlant, l'Eglise se confond avec le peuple. Pratiquement, elle continue d'être identifiée à la hiérarchie, au clergé, aux religieuses et à une minorité de laïcs.

Cela explique que ce résumé chronologique fait en permanence allusion à l'action de ces secteurs d'Eglise face aux combats d'un peuple exploité. Concernant la hiérarchie, on ne peut parler que de son rôle ou comportement préconciliaire et conservateur, mis à part, dans des situations concrètes, quelques gestes isolés qui sont davantage le fruit de la pression des événements ou de certains secteurs d'Eglise que la résultante de l'initiative propre ou de la volonté d'engagement aux côtés du peuple.

Il est capital de tenir compte du fait que les diverses actions ou attitudes des chrétiens ne se situent pas dans l'abstrait ou comme effet d'une simple

bonne volonté. Leur action s'insère dans un contexte de combat dont le protagoniste est le peuple, un peuple chaque jour plus conscient de sa situation d'exploitation économique, d'oppression politique, de marginalisation sociale et d'avilissement culturel. Ce sont les luttes populaires qui ont conduit les uns et les autres à prendre une position idéologique et à entreprendre une action de solidarité soit avec le peuple soit avec la classe dominante et exploiteuse. Aucun acte d'évêque, de prêtre ou de laïc ne peut se comprendre en dehors de ce contexte des luttes populaires.

La réflexion sur le rôle des chrétiens dans la société colombienne nous a conduits, à partir des événements, à faire cette constatation: dans la mesure où les luttes populaires se sont accentuées, un secteur minoritaire de prêtres, de religieuses et de laïcs se sont mis du côté du peuple et l'ont accompagné dans ses efforts de libération. Proportionnellement, la hiérarchie, la majeure partie du clergé et des religieuses ainsi qu'une minorité de laïcs se sont ouvertement mis du côté de la classe dominante et sont devenus solidaires de leur projet d'exploitation. Plus grave, la hiérarchie a ouvertement condamné les luttes populaires. C'est là un phénomène nouveau.

Les notes qui suivent signalent les différentes actions des chrétiens mais ne rendent pas compte de toute la richesse de l'action populaire. Nous en sommes parfaitement conscients; c'est pourquoi nous tenions à le souligner. Ce disant, nous voulons atténuer l'aspect "individualiste" de l'image donnée dans cette recension. Cela veut dire que personne n'agit en dehors d'un rapport social de forces, par pure initiative personnelle. Nos efforts s'inscrivent toujours dans un complexe social et, dans sa mouvance, nous sommes conscients de notre place aux côtés des "damnés de la terre" ou aux côtés des exploités et oppresseurs.

1968

Août - La 2ème Conférence générale de l'épiscopat latino-américain, ouverte par Paul VI à Medellin, fait une lecture des événements politiques, économiques, sociaux, culturels et religieux d'Amérique latine; elle les interprète et, ce faisant, elle soulève un grand espoir car les perspectives théologiques et pastorales adoptées vont dans le sens des aspirations des millions de latino-américains exploités et opprimés. Il ne s'agit pas, comme beaucoup l'affirment, d'une application du concile Vatican II aux besoins du continent et de l'Eglise. Nous sommes convaincus que Medellin 1968 va bien au-delà du concile: c'est l'inauguration d'une nouvelle étape ecclésiale sous le souffle de l'Esprit. C'est non seulement une nouvelle manière de faire de la théologie qui naît alors, mais aussi une nouvelle compréhension de l'être chrétien. La théologie de la libération n'est pas une nouvelle méthode théologique, un chapitre nouveau de la théologie; c'est un vaste projet de réinterprétation de la foi à partir du peuple exploité et de son projet de libération.

L'épiscopat colombien, dans son conservatisme, en est si conscient que par la voix de Mgr Muñoz Duque, archevêque de Bogotá, il déclare: "Nous avons dit 'en toute sincérité que le document de travail de la 2ème Conférence générale de l'épiscopat latino-américain nous semble avoir été rédigé sous un signe négatif, opinion qui a, comme nous l'avons vu, coïncidé avec celle d'une bonne 'part du public' (El Tiempo du 5 août 1968).

Il est superflu de rappeler qu'avant, pendant et après Medellin 1968, l'épiscopat colombien a pris la tête de l'action contre l'esprit et la théologie de Medellin.

Juillet-décembre - C'est la naissance du groupe sacerdotal Golconda. Conscients de la situation du peuple colombien, portés par le courant de la 2ème conférence générale de l'épiscopat, et soucieux de s'engager réellement dans les combats de notre peuple, des prêtres se réunissent à Golconda sous la présidence de Mgr Gerardo Valencia Cano, évêque de Buenaventura. Ils décident de mener une action conjointe et dynamique pour mettre en pratique et amplifier les intuitions de Medellin 1968. Cette préoccupation aboutit à la publication d'un document en décembre.

Aussitôt, dans l'Eglise, se mettent en marche des mécanismes répressifs de la part des évêques et des supérieurs religieux. Le groupe était en effet constitué de prêtres de différents diocèses et de plusieurs communautés religieuses. Point n'est besoin de souligner, tant dans l'inspiration de Medellin 1968 que dans le groupe Golconda, l'influence prophétique exercée par la vie et le message du prêtre Camilo Torres, mort à la guérilla en février 1966.

1969

Le mouvement sacerdotal Golconda déploie une grande activité en diverses régions du pays, spécialement dans les quartiers populaires où vivent dans des conditions inhumaines des millions de colombiens. Les lieux de plus grande influence sont Bogotá, Medellin, Cali, Cartagena, Montería, Neiva, Manizales et Puerto Berrio. Dans toutes ces villes, les prêtres et groupes de laïcs s'unissent à la population pour la revendication de leurs droits les plus élémentaires. On assiste à la mise en place d'un processus de création de nouvelles formes et méthodes de conscientisation, ainsi que d'une mobilisation permanente des gens. La Semaine Sainte est l'occasion de nouvelles expressions pastorales et liturgiques.

Dans la tentative de rapprochement des étudiants avec les luttes populaires, c'est l'époque des "occupations symboliques" d'universités par des habitants des quartiers périphériques. Au cours de ces actions, les prêtres de Golconda parlent dans leurs harangues et conférences du sentiment populaire et de "la voix des hommes sans voix". Les occupations symboliques les plus significatives ont lieu à Bogotá et à Medellin.

Une équipe constituée de prêtres, d'habitants des quartiers populaires et de jeunes lancent, le jour de la fête du travail, le premier numéro de la troisième phase de la publication "Frente Unido" fondée par Camilo Torres. L'une des remarques révélatrices du journal est: "Camilo est mort pour que naisse Golconda".

Devant l'influence grandissante du groupe sacerdotal Golconda, des mécanismes importants de répression gouvernementale et épiscopale sont enclenchés, et la presse des exploiters se lance dans une campagne de discrédit de ces prêtres. En voici quelques exemples.

1- Le gouvernement de Carlos Lleras Restrepo, ce dernier étant de nouveau candidat à la présidence de la République aux élections de juin, met en prison plusieurs prêtres: Luis Currea, Manuel Alzate, René García et Vicente Mejía. Ceux-ci sont détenus pendant plus de huit jours. Domingo Laín et Carmelo García, prêtres espagnols, sont expulsés du pays. C'est aussi le cas de Karol O'Klynn.

2- La hiérarchie donne son accord aux mesures gouvernementales: elle condamne les prêtres de Golconda avec Mgr Gerardo Valencia Cano et rejette leurs

manières de voir. Elle prend des mesures répressives à l'encontre de plusieurs prêtres de Bogotá, Medellín et Cali en les déplaçant de leurs paroisses. A Bogotá, celui qui s'occupe directement de la question est le P. Alfonso López Trujillo, à l'époque vicaire général chargé de la pastorale, et aujourd'hui secrétaire général du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM). Son action répressive l'avait conduit à mal se comporter avec les habitants des quartiers Florida et Florencia: il les avaient menacés d'excommunication s'ils n'obéissaient pas à l'évêque.

Au cours de cette répression épiscopale, comme une voix dans le désert se fait entendre celle de Mgr Valencia Cano: "Je compris que pour connaître Dieu il fallait connaître l'homme et qu'il fallait aimer l'homme pour pouvoir aimer Dieu... Je compris que la vocation d'"évangéliser les opprimés" comporte le devoir de dénoncer les injustices et les hypocrisies de ceux qui mettent de lourdes charges sur les épaules des autres mais qu'ils se gardent bien de porter eux-mêmes."

3- Du côté des hommes politiques et de la grande presse, le groupe Golconda fait l'objet des attaques des conservateurs et des libéraux à travers leurs organes que sont les journaux El Tiempo, El Espectador, El Siglo, La República, etc. Ces publications parlent de "rébellion des soutanes", de "curés rebelles et subversifs", de "curés démagogues", etc., en les accusant d'être en dehors des réalités. En un tel moment, le peuple se déclare solidaire de ses prêtres; quelques organisations populaires font de même.

1970

Malgré la répression gouvernementale et épiscopale, les prêtres se mobilisent en diverses régions du pays et font des conférences aux paysans, aux ouvriers et aux étudiants.

La perspective des élections - A l'occasion des élections, ils rendent public un document dans lequel ils font état de leur abstentionnisme. Les élections de 1970 confirmeront une fois encore ce que disait Camilo Torres: "C'est celui qui dépouille qui élit". En effet, l'oligarchie pratique la fraude électorale et retire au général Rojas Pinilla, de l'ANAPO (Alianza Nacional Popular), son triomphe électoral pour l'attribuer au conservateur Misael Pastrana Borrero. Devant cette situation, la publication "Frente Unido" déclare: "Une impossibilité pour le peuple: la prise du pouvoir par la voie électorale". Le 15 février le P. Domingo Laín annonce publiquement son adhésion au groupe de guérilla Armée de libération nationale (ELN), le même groupe auquel avait adhéré Camilo Torres. Déjouant les services secrets de l'Etat, le P. Laín était rentré dans le pays et dans la guérilla.

L'archevêque et la fraude électorale - La nouvelle de la fraude électorale dans plusieurs villes provoque des manifestations. La situation se tend. Les masses de l'ANAPO veulent faire respecter le triomphe du général Rojas. Le 20 avril, le lendemain des élections, le président Lleras décrète l'état de siège et le couvre-feu. Face au danger de mobilisation populaire, le gouvernement demande l'aide de l'archevêque: qu'il intervienne personnellement auprès du général Rojas et du peuple. L'archevêque obéit: il entre en contact avec Rojas pour lui demander de lancer un appel au calme. Par ailleurs, il publie un communiqué dans lequel il condamne les manifestations populaires: "(...) L'archevêque exhorte le peuple colombien à se soumettre avec sincérité et droiture, mieux - avec charité et sens politique, aux règles de la démocratie, (...) à s'abstenir de manifestations publiques, (...) à se dispenser de commentaires ou d'incitations susceptibles d'amener les gens à se méfier, sans raison, des moyens ordinaires dont dispose la démocratie. (...) Agir autrement serait trahir sa foi et son patriotisme" (El Tiempo du 20 avril 1970).

Mars - Premier symposium national sur la théologie de la libération. Pas moins de mille personnes y assistent, en provenance de tout le pays. Il compte avec la présence de Mgr Leonidas Proaño. La rencontre avait été organisée par le P. Gustavo Pérez. Au cours de l'année se tiennent d'autres rencontres sur le même thème dans des villes de province. C'est en particulier le cas de celle de Villavicencio au cours de laquelle on apprend la répression et l'extermination d'indiens de la région de Planas pratiquées par les grands propriétaires terriens avec la collaboration directe du gouvernement et des forces de sécurité de la région. En conclusion de cette rencontre et des recherches ultérieures Gustavo Pérez publie un livre sous le titre: "Planas, les contradictions du capitalisme". Le P. Ignacio González et Raphael Jaramillo se font les porte-paroles des indiens dans leur dénonciation. Tous deux avaient vécu de longues années au milieu des indiens Guahibos de la région de Plans, dans le département de Meta.

Juin - A Medellin s'organise un groupe sacerdotal anti-Golconda, constitué de dix prêtres. Le P. Fernando Gómez est à sa tête. Tous les membres soutiennent des positions ouvertement préconciliaires et un anticommunisme primaire. La ville de Medellin est l'un des bastions du capitalisme colombien.

1971

Les années 1970 et 1971 sont des années de luttes agraires intenses. Les paysans sans terre combattent, sous la direction de l'Association nationale des usagers paysans (ANUC), pour la récupération de la terre et pour l'implantation de services gouvernementaux en faveur du secteur rural. On compte alors un grand nombre d'occupations de domaines, des centaines de réunions et de nombreuses manifestations.

Le gouvernement de Misael Pastrana Borrero, au service des propriétaires terriens, déclenche une intense répression contre les paysans organisés: des milliers de paysans sont jetés en prison, des centaines sont menacés en permanence par les forces de sécurité, et plusieurs sont assassinés par des individus à la solde des propriétaires terriens.

Des prêtres et des laïcs accompagnent les paysans dans leur combat. Mais la hiérarchie et l'immense majorité du clergé gardent le silence. L'organisation paysanne de l'ANUC envoie une lettre à la Conférence épiscopale colombienne qui n'y répondra jamais. La lettre disait, entre autres choses: "Nous continuerons d'être chrétiens dans la perspective libératrice de l'Evangile. Mais non plus comme un troupeau de douces brebis au service d'un épiscopat qui continue d'être l'allié de nos oppresseurs". La lettre est remise personnellement à chacun des évêques. La section régionale de l'ANUC à Cúcuta envoie une lettre à l'archevêque de Manizales et au clergé, suite à la répression grandissante contre les occupations de terre pratiquées par les paysans pauvres. L'archevêque, Mgr Duque Villegas, répond: "Il semble que ce qui vous intéresse le plus c'est la rixe et le désordre", et il déclare ne pas accepter que "l'occupation de terre soit la manière d'acquérir le droit à la propriété, ce qui serait créer un précédent funeste pour un droit si légitime".

1971

Mars - Alfonso López Trujillo était déjà bien connu comme vicaire épiscopal chargé de la pastorale. Son action avait été déterminante contre les prêtres de Golconda. Il avait été nommé secrétaire général du Congrès eucharistique international de Bogotá en 1968. Il était titulaire de la chaire de philosophie antimarxiste à l'Université de Bogotá. Il avait fait preuve de sens hiérarchique et d'autorité dans son attitude vis-à-vis des paroissiens des quartiers où des prêtres de Golconda exerçaient leur ministère. Ses agissements antérieurs avaient toujours fait l'objet de critiques. Pourtant, la bureaucratie de l'évêché de Bogotá avait retenu sa candidature à l'épiscopat.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la réaction qui a lieu à l'annonce de sa nomination à l'épiscopat: tous les secteurs progressistes de l'Eglise manifestent unanimement leur réprobation. Un geste de protestation se déroule dans la cathédrale de Bogotá au cours de l'ordination épiscopale, à l'instigation de plusieurs groupes. La protestation consiste en un défilé silencieux de pancartes dans les nefs de la cathédrale, et en une distribution de divers tracts émanant de plusieurs groupes et critiquant le choix de López Trujillo comme évêque. Ni le clergé ni les fidèles n'avaient été consultés.

Dans un des tracts distribués le 25 mars dans la cathédrale, on peut lire: "López Trujillo sera un évêque pour l'oligarchie et la bourgeoisie.(...) Il sera "un évêque toujours assis aux banquets et cocktails des minorités dirigeantes "pour bénir leurs projets d'oppression et d'exploitation du peuple colombien(...) "Il sera un évêque "bouche cousue" devant les riches, mais à la voix tonitruante pour rudoyer les gens simples comme il l'a déjà fait avec les paroissiens "des quartiers Florida et Florencia.(...) C'est un technocrate de l'Eglise et "non un pasteur. Avec lui les réformes bureaucratiques vont s'accroître dans "l'Eglise, au lieu d'un renouveau prophétique. Savez-vous qu'il a été sélectionné comme étant l'une des dix personnalités de 1969? Savez-vous qu'il fait "partie du comité d'accueil de McNamara, l'assassin du peuple du Vietnam? (...) "Savez-vous qu'il est hautement estimé chez les politiciens du Front national "pour son anticommunisme et sa mentalité capitaliste? (...) C'est pourquoi les "curés de la zone sud de Bogotá, à la nouvelle de sa nomination, lui ont envoyé un télégramme rédigé en ces termes: 'Serez-vous un évêque qui se mouille "ou une lavette d'évêque?' (1) (...) Nous demandons des évêques du peuple pour "le peuple, et non des évêques du système pour le système." Le tract est signé: Chrétiens pour une Eglise renouvelée et engagée - Bogotá, le 25 mars 1971.

Juillet - A Bogotá a lieu une rencontre sur la théologie de la libération à laquelle participent Hugo Assmann, Alex Morelli, Noel Olaya, Juan Luis Segundo Luis del Valle, etc.

Septembre - Pendant le synode des évêques à Rome, Mgr Anibal Muñoz Duque, archevêque de Bogotá, déclare: "L'Eglise n'est ni conservatrice, ni libérale, ni progressiste, ni rétrograde". Et Mgr Alfonso Uribe affirme pour sa part: Parce qu'elle est une "théorie dangereuse" la théologie de la libération doit être condamnée .

A la suite de l'assassinat à Panama, en mars précédent, du prêtre colombien Héctor Gallego, l'archevêque de Bogotá avait déjà déclaré qu'il n'appartenait pas à l'Eglise mais au gouvernement de s'occuper de l'enquête sur sa disparition.

(1) Jeu de mot sur "embarrar", difficilement traduisible en français (N.d.T.)

Lors des manifestations étudiantes, les aumôniers de l'Université nationale sont frappés parce que solidaires des luttes étudiantes. Les franciscains de la ville de Barranquilla élaborent un plan d'éducation libératrice dans leur collège; ils ont l'appui de professeurs et d'élèves. Mais leurs supérieurs expriment leur désaccord et exigent, avec des méthodes répressives, qu'il soit mis un terme à l'expérience; ils dispersent en outre l'équipe des religieux responsables du collège.

1972

Les foyers de guérilla de l'ELN retrouvent une certaine activité. On sait qu'outre le P. Laín, le P. Manuel Pérez s'est joint à la guérilla. Le gouvernement affirme que plusieurs prêtres soutiennent la guérilla; c'est le motif invoqué pour déclencher une opération contre les prêtres engagés dans le peuple et travaillant dans la région où opère l'ELN. Plusieurs prêtres sont recherchés et détenus: Saúl Anaya, Roberto Becerra, Bernardo López, le belge Armand Van Villing, Luis Zabala, Gonzalo López, etc. Dans le village de Manatí, sur la côte atlantique, un propriétaire terrien frappe le prêtre jésuite Jaime Santander, lequel est ensuite emprisonné pendant plusieurs jours.

Un groupe de dix prêtres publie un document dans lequel on lit: "Nous nous étonnons avec surprise le mutisme officiel des autorités hiérarchiques et religieuses devant les incidents dont sont victimes ceux qui, comme prêtres, oeuvrent aux côtés du peuple". Dans la région de Santander, une chapelle est transformée en salle d'interrogatoire et de torture pour les prisonniers politiques.

En fin novembre, trois prêtres espagnols de l'IEME sont expulsés. Ils travaillaient dans le diocèse de Magangué. L'évêque, Mgr Tato, élabore avec son clergé un plan de pastorale. Les prêtres l'appliquent et entrent en conflit avec les propriétaires terriens de la région. Mgr Tato tourne alors le dos à son clergé pour se mettre du côté des propriétaires terriens et du gouvernement. Dans une lettre au gouverneur de la région, il qualifie un de ses prêtres d'"incorrigible" parce qu'il continue d'être solidaire des paysans pauvres et sans terre. La situation s'aggrave et le gouvernement expulse trois prêtres. L'évêque se tait. Les autres prêtres espagnols du diocèse annoncent qu'ils quittent le pays à cause de l'attitude de l'évêque. De fait ils s'en vont. L'ensemble de la hiérarchie se tait. Le supérieur de l'IEME vient en visite pastorale et estime justes les perspectives libératrices d'engagement pastoral des prêtres de l'IEME. Il ne trouve aucun écho dans l'épiscopat. (2)

En 1976 éclatera un scandale sur l'utilisation malhonnête des deniers publics par un membre du Congrès national originaire de la région. Le débat public qui s'ensuivra fera apparaître que Mgr Tato avait bénéficié de l'utilisation malhonnête de cet argent.

Le P. Roger Vekemans s'installe dans le pays avec son équipe; il fonde le CECIAL (Centre d'études pour le développement et l'intégration de l'Amérique latine) et la revue "Tierra Nueva". Vekemans est aujourd'hui connu internationalement comme un agent de la CIA. Avec Vekemans collaborent Mgr Alfonso López Trujillo, actuellement secrétaire général du CELAM, Mgr Darío Castrillón, responsable du Département des communications du CELAM, et Mgr Mario Revollo, évêque auxiliaire de Bogotá. Ces deux derniers font toujours partie du comité de direction de "Tierra Nueva", une revue appliquée à susciter un mouvement d'opposition à la théologie de la libération. (3)

(2) Sur cette affaire cf. DIAL D 81 (N.d.T.)

(3) Cf. DIAL D 161 et 304, et A 66 (N.d.T.)

La hiérarchie colombienne organise un cours de rénovation théologique pour le clergé. Quelques quatre cents prêtres y assistent. Le cours suit une orientation nettement opposée à la théologie de la libération. Parmi les professeurs invités spécialement figure le cardinal Daniélou.

L'année se termine par la constitution et la présentation publique du nouveau groupe sacerdotal Prêtres pour l'Amérique latine (SAL). Sous le coup de la répression gouvernementale et épiscopale, le groupe de Golconda a eu une vie brève. Le nouveau mouvement déclare dans un court document: "Nous pensons que notre travail pastoral suppose la recherche d'un changement de la société capitaliste qui est aujourd'hui la nôtre car elle est pour nous contraire à l'évangile, et cela au profit d'une société socialiste."

Quelques mois auparavant, Mgr Pimiento, l'actuel président de la Conférence épiscopale, avait affirmé: "Ce sont nos classes dirigeantes vraiment très intelligentes et très cultivées qui, ensemble, vont oeuvrer dans le sens du changement".

1973

Mars - Mgr Anibal Muñoz Duque, archevêque de Bogotá est nommé cardinal. A son retour de Rome, le gouvernement et l'oligarchie lui font un accueil triomphal. Le nouveau cardinal est le frère d'un industriel influent.

Mai - Pour la fête du travail, les centrales ouvrières organisent une grande manifestation. Le pays connaît un regain de tensions sociales. Pour contrecarrer la grande manifestation ouvrière, le gouvernement organise parallèlement une journée à grand spectacle. Tandis que les travailleurs défilent dans le centre de Bogotá, le cardinal accompagne le président de la République et assiste au spectacle "du pain et des jeux".

C'est l'époque où le cardinal s'oppose publiquement à la venue de Dom Helder. C'est aussi celle de l'élaboration du nouveau concordat.

Août - Le cardinal interdit la tenue d'un séminaire sur la théologie de la libération. Les organisateurs ne cèdent pas et la rencontre a effectivement lieu.

Pendant toute cette année, un quartier entier de Bogotá vit dans l'expectative car, à l'initiative de plusieurs entreprises de construction, le gouvernement a décidé de faire partir plus de 500.000 habitants pauvres pour "améliorer la ville". Il s'agit d'un secteur très bien situé car il couvre un grand espace dans la zone sud et sud-est de la ville. Les promoteurs veulent ces terrains, qui sont de bas prix, pour y bâtir des immeubles résidentiels destinés aux gens aisés. C'est une grosse affaire. Le 6 août, jour anniversaire de la fondation de Bogotá, le maire organise une cérémonie officielle à laquelle il invite le cardinal. Celui-ci, dans son discours prononcé à cette occasion, fustige les habitants de cet immense quartier en déclarant à propos du projet de transfert de la population pauvre: "Mon sang ne fait qu'un tour quand je vois que des intérêts mesquins s'opposent à un projet si bénéfique".

L'archevêque de Manizales, de son côté, s'oppose au 5ème Festival de théâtre latino-américain et au 1er Concours international de théâtre (Ce festival est du même type que le Festival de Nancy). L'archevêque demande la censure préalable des pièces de théâtre. En 1971 déjà, il avait condamné le festival: comme les

pièces offraient une présentation critique de la situation du continent, l'archevêque avait affirmé que le festival de théâtre "ridiculisait" les gouvernements du continent, ce qui était inadmissible.

Cette même année, des groupes de prêtres des départements de Nariño et de Tolima prennent position sur la situation d'exploitation de leurs fidèles.

1974

En février, le Conseil permanent de l'épiscopat demande de voter pour les partis traditionnels à l'occasion des élections prochaines.

Le mouvement Chrétiens pour le socialisme est lancé en Colombie.

Un débat s'ouvre sur l'enseignement privé, suite à la décision du gouvernement de bloquer le prix des pensions dans les collèges privés, confessionnels ou non. L'Eglise possède plus de la moitié des collèges d'enseignement secondaire. La puissante Confédération nationale des centres d'enseignement, organe officiel des écoles confessionnelles, proteste contre la décision gouvernementale et menace de fermer ses collèges. Le gouvernement est contraint de céder.

Juillet - Le cardinal Muñoz Duque reçoit la plus haute distinction de l'Etat colombien: la Croix de Boyacá. A cette occasion il déclare, en présence du président de la République: "Les relations entre le gouvernement et l'Eglise ont été, au cours de ces quatre années, marquées par le resserrement des liens et une collaboration permanente". C'est tout à fait vrai: la hiérarchie a toujours été du côté du gouvernement et des exploiters. En Colombie, le gouvernement n'est pas indépendant de la classe dominante; il est l'instrument direct de l'application des programmes de la classe dominante.

Août - Le gouvernement décerne la Croix de Boyacá à l'archevêque de Medellín, la seconde ville industrielle du pays. Plusieurs prêtres font l'objet de sanctions de la part de l'archevêque en raison de leur solidarité avec les travailleurs et les habitants des bidonvilles.

Octobre - Les jésuites de la paroisse San Javier (sud-est de Bogotá) apportent leur soutien aux occupations de terrains par des familles démunies d'endroit pour édifier leur baraque. Ce sont en majorité des familles d'ouvriers de la construction: ceux-ci passent leurs journées à construire des maisons pour les gens aisés mais eux-mêmes ne savent pas où loger. Les occupants et les jésuites sont expulsés par la police.

1975

Janvier - Le cardinal-archevêque de Bogotá intervient auprès du supérieur provincial des salésiens pour qu'il interdise la publication du périodique pour la jeunesse "Denuncia", édité par un groupe de salésiens avec l'aide de jeunes. Le journal avait une certaine influence sur la jeunesse à cause de ses perspectives critiques et évangéliques.

Février - Grève à Barrancabermeja, capitale pétrolière du pays. La ville

manque des équipements élémentaires pour la plupart des habitants: eau, électricité, écoles, rues, etc. Les travailleurs du pétrole ont une longue expérience de combat et de défense tant de leurs intérêts de travailleurs que de cette richesse nationale qu'est le pétrole livré aux nord-américains par les gouvernements successifs. Cela explique la permanence des luttes à cet endroit. C'est dans ce cadre que plusieurs prêtres ont ressenti le besoin impérieux d'accompagner dans ses luttes concrètes le peuple de leurs paroisses.

A l'occasion de la grève de cette année, un conflit éclate entre l'évêque, le clergé et le gouvernement. Le gouvernement critique le soutien apporté par le clergé aux travailleurs; l'évêque prend la défense de ses prêtres. Suite à une déclaration ridicule du ministre de l'intérieur accusant le clergé de vouloir "faire la révolution à l'eau bénite", l'évêque réplique en disant: "Ici, on ne peut même pas faire la révolution à l'eau bénite car l'eau de Barranquermeja est tellement mauvaise qu'elle ne supporte pas les bénédictions". Le clergé, quant à lui, déclare que le gouvernement se contente de "qualifier d'acti-
"tion subversive toute tentative de changement d'un système social qui contri-
"bue au maintien des privilèges d'une minorité". Le gouverneur de la région lance des calomnies contre les prêtres en affirmant qu'ils avaient incité les gens à jeter des pierres sur la police et qu'ils avaient d'ailleurs été désavoués par l'évêque. Tout cela a pour but de discréditer le clergé et de présenter les prêtres comme de vulgaires agitateurs.

Mars - Le président de la République et le gouvernement entrent en conflit avec les deux évêques de Pereira qui s'opposent de toutes leurs forces à la nomination au poste de gouverneur de Risaralda d'une femme mariée à l'église mais séparée de son mari et remariée civilement avec un autre (4). Les évêques considèrent la nomination de Mme Campo de Botero comme un affront aux bonnes moeurs et à la tradition chrétienne de cette circonscription. Les curés de la ville soutiennent leurs évêques. Finalement, après une controverse agitée qui dure deux semaines, Mme De Botero refuse sa nomination.

Avril - La voiture du nonce est incendiée. La hiérarchie proteste véhémentement. Le groupe SAL (Prêtres pour l'Amérique latine) intervient en rappelant qu'il existe des situations très graves pour des millions de colombiens et que la hiérarchie n'a jamais protesté. Mais c'est pourtant ce qu'elle fait pour une simple automobile qui, loin d'être un signe de pauvreté et de simplicité, est un symbole de triomphalisme.

Juin - Le nouveau Concordat est ratifié. L'Eglise conserve des privilèges. En contrepartie, le Saint-Siège accorde au gouvernement le contrôle de la nomination des évêques. L'article 14 déclare: "Avant de procéder à la nomination d'un archevêque, ou d'un évêque résidentiel, ou d'un coadjuteur avec droit de succession, qui devra retomber sur un citoyen colombien, le Saint-Siège communiquera au président de la République le nom de la personne choisie afin de savoir s'il existe des objections de caractère civil ou politique" (5). Par ailleurs, l'enseignement obligatoire de la religion catholique est maintenu dans toutes les écoles et collèges du secteur public ou privé. L'Etat s'engage à subventionner les écoles et collèges confessionnels ainsi que les diocèses nouveaux.

Le cardinal-archevêque de Bogotá intervient auprès des supérieurs provinciaux des jésuites, des salésiens et des soeurs de la Présentation pour que soit dé-

(4) Parallèlement à cette affaire, l'épiscopat mène campagne pour l'interdiction officielle du mariage civil pour les catholiques, alors que cette faculté est reconnue pour les non-catholiques par le nouveau concordat. En fait c'est le problème du divorce qui apparaît. Cf DIAL D 246 (NdT).

finitivement fermé l'Institut pastoral pour la jeunesse latino-américaine (IPLAJ). L'institut fonctionnait à Bogotá et accueillait des prêtres, des religieuses et des laïcs de divers pays latino-américains. Il avait été fondé sous la responsabilité des trois communautés citées. La direction de l'institut ne faisait qu'appliquer les directives de la pastorale de la jeunesse élaborées en 1968 à Medellín. Le cardinal Muñoz Duque était déjà intervenu auprès d'Adveniat pour que soient coupées les subventions à l'IPLAJ.

Août - Le ministre de l'intérieur affirme publiquement qu'il possède une liste de cent cinquante prêtres subversifs (6). En réponse, le secrétariat permanent de l'épiscopat déclare dans un communiqué: "La hiérarchie n'a jamais eu et n'a pas l'intention de couvrir des comportements illicites de prêtres". L'attitude de la hiérarchie n'a jamais été énergique alors que tout le monde sait parfaitement que les prêtres engagés dans le combat des pauvres sont toujours taxés de "communistes" ou de "subversifs".

A cause de leur travail pastoral auprès des pauvres, deux prêtres italiens se voient signifier leur expulsion par décret gouvernemental. Le P. Giorgio Bissoni Battistini travaillait dans le département de Valle; il avait été accusé par les propriétaires de l'industrie sucrière de susciter des grèves dans l'usine Riopaila. Son expulsion est consommée. Quant au P. Domenico Framarin, il n'est pas expulsé en raison des pressions du clergé auprès de l'évêque du diocèse pour qu'il prenne sa défense. Le P. Framarin continue de travailler dans le département de Boyacá.

Le cardinal est décoré par les Forces armées.

Décembre - Le cardinal dénonce "la pénétration marxiste" dans les milieux officiels de l'éducation. Toute tentative de libération se voit ainsi qualifiée par le cardinal de "communiste et marxiste".

Le groupe sacerdotal SAL et le Service colombien de communication sociale dénoncent, dans un document soigneusement élaboré, les activités du P. Vekemans et de son équipe (7). Le document est envoyé à la Congrégation romaine des religieux, au P. Arrupe, au Congrès national, etc.

1976

Pendant le premier semestre de cette année, la tension sociale monte par suite de la hausse du coût de la vie, des bas salaires, du chômage, etc. Le pays connaît de grands mouvements de grèves et d'importantes manifestations. La répression s'abat lourdement sur la ville et sur la campagne. La corruption règne dans les hautes sphères du gouvernement ainsi que les détournements de fonds et une mauvaise administration. Le Congrès national ne fonctionne guère en raison de l'absentéisme des parlementaires.

Mars - C'est dans ce contexte que le Vatican attribue au président la médaille de l'Ordre Pie en remerciement de sa collaboration dans les négociations pour le nouveau concordat.

Avril - Le cardinal condamne "la vague d'agitation sociale que connaît le pays, laquelle est aggravée par une pénétration marxiste corrosive avec des

(6) Cf. DIAL D 263 (N.d.T.).

(7) Cf. DIAL D 250 (N.d.T.).

influences étrangères caractérisées". Il reconnaît aussi que la fermeture de l'Université d'Etat était nécessaire car elle est un centre qui alimente "la vague de violence des étudiants".

La Conférence épiscopale colombienne demande de voter pour les partis traditionnels afin de s'opposer au "danger de la gauche marxiste" (8). Le cardinal déclare à la radio: "La lente pénétration marxiste, suscitée au plan international, se fait dans les diverses classes sociales avec la connivence ou l'omission de certaines autorités qui ne veulent pas être taxées de rétrogrades dans les universités".

Mars-avril - Plusieurs évêques interviennent pour demander la remise en liberté d'un dirigeant syndical de la CTC (alliée du gouvernement) enlevé par un groupe de guérilleros sous l'accusation de haute trahison envers la classe ouvrière. Mais ils se taisent devant l'occupation par l'Armée des lieux de travail et devant les arrestations continuelles d'ouvriers et de travailleurs impliqués dans les mouvements de grève.

Mai - Devant le refus patronal de négocier sur la base de leurs revendications et suite à la vive répression exercée, les employés de banque commencent une grève de la faim. D'abord au siège des syndicats puis, en raison de la répression, dans une douzaine d'églises du pays. La grève dans les banques dure depuis quatre mois. Quelques évêques accordent l'asile à des employés. A Bogotá plusieurs prêtres célèbrent sur une place publique une eucharistie en solidarité avec les travailleurs de la banque. Le 27 mai, le cardinal condamne les grèves dans les églises. Il conteste que les travailleurs soient pourchassés par le gouvernement. Il déclare suspens les vingt prêtres qui ont célébré l'eucharistie; il va même jusqu'à affirmer l'invalidité de cette messe. Quelques jours auparavant, il s'était refusé à recevoir un groupe de prêtres qui voulaient lui demander de faire un geste de solidarité envers les employés de banque en grève. Il avait également refusé de recevoir une délégation de grévistes. Suite à cette attitude du cardinal, les évêques retirent leur appui aux travailleurs en grève de la faim (9).

Juin - Le 4 de ce mois, le gouvernement attribue au cardinal le titre de général de la République à trois étoiles. Après la remise du titre, le cardinal célèbre la messe (valide celle-là) avec les vingt-deux aumôniers militaires. Dans son homélie, il fait l'éloge des Forces armées, les mêmes qui répriment des centaines de travailleurs dans l'ensemble du pays.

Quelques jours avant, le 1er juin, le cardinal avait béni une nouvelle banque en présence de la haute bourgeoisie financière. Alors que le cardinal bénissait les nouveaux locaux, la grève des employés se déroulait toujours.

Le 5 juin, des politiciens du Parti libéral déclarent que plusieurs prêtres soutiennent la guérilla de l'ELN (Armée de libération nationale). Les prêtres accusés exercent leur ministère dans la zone d'influence de ce groupe de guérilleros. L'évêque de Socorro y San Gil prend la défense des prêtres de Florián, Landázuri, Alto Jordán et Santa Elena del Opón.

Août - Les évêques condamnent la grève des travailleurs de la santé.

Octobre - A l'aube du 30 octobre, des agents des Forces armées perquisitionnent les églises et presbytères de San Jerónimo de Pasacabellós et de Santa Ana d'Isla Barú. Ils arrachent les plafonds, soulèvent les planchers, creusent le sol des cours, ouvrent les fosses septiques, plongent dans les citernes, fouil-

(8) Cf. DIAL D 299 et 303 (N.d.T.).

(9) Cf. DIAL D 318 (N.d.T.).

lent les commodes et armoires en jetant sur le sol les objets personnels; finalement ils profanent les lieux sacrés en jetant par terre les ornements liturgiques et les vases du culte, et en ouvrant le coffre-fort servant de tabernacle. Trois jours plus tard, à Cartagena, une autre église est perquisitionnée. Trois prêtres et une religieuse sont arrêtés et accusés d'être des relais de la guérilla. D'après les Forces armées, un véritable arsenal a été trouvé dans les presbytères et églises.

L'évêque, les prêtres et les religieuses de Cartagena se déclarent solidaires des détenus qui passent en conseil de guerre (10). Le 5 février 1977, le Tribunal supérieur de discipline renverra le procès sous juridiction civile. Et le 11 mars 1977, le juge de la Première cour de Cartagena remettra les religieux en liberté conditionnelle.

Novembre - Un groupe d'une trentaine d'agents de la force publique fortement armés perquisitionnent, quatre heures durant, l'église Nuestra Señora de Chiquinquirá et le presbytère, l'église Niño Dios de Belén et le cimetière de San José à Cali. L'opération est menée sous l'accusation de caches d'armes en ces lieux à destination de la guérilla. L'archevêque de Cali, Mgr Alberto Uribe Urdaneta, proteste énergiquement avec le clergé de Cali (11).

Ce même mois, l'épiscopat publie le document: "Identité chrétienne dans l'action pour la justice" (12). Ce texte se verra opposer un contre-texte quelques mois plus tard (voir la rubrique correspondante en juillet-août 1977).

Décembre - Le 1er, l'évêque auxiliaire du Vicariat aux armées, Mgr Mario Escobar, déclare textuellement: "En 1975 et 1976 nous avons pu recruter cinq aspirants au sacerdoce, dont deux sont officiers (des lieutenants) de l'armée de terre et un sous-officier (sergent)". Il informe également qu'il y a actuellement dix soldats bacheliers prêts à entrer au grand séminaire de Bogotá et dans d'autres diocèses.

Le 7, sur ordre de Rome est suspendue la revue "Familia" publiée par la Société St-Paul. Motif: l'approche critique de certains problèmes sociaux.

1977

Mars - Mgr Alfonso Arteaga Yepes, évêque de Pasto, lance une excommunication pour une raison d'argent. Il prend cette mesure contre les paroissiens d'un endroit appelé Yascual, parce que ceux-ci se refusent à donner une somme d'argent qu'ils ont, disent-ils, recueillie eux-mêmes et qu'ils gèrent pour divers usages, alors que l'évêque, voulant l'affecter à la construction de l'église, leur demande de la verser au diocèse. Devant le refus des paroissiens, l'évêque les excommunie.

Un autre prêtre est encore accusé d'être un relais de la guérilla. C'est devenu une accusation banale, dans l'escalade de la répression, contre les personnes qui s'engagent chaque jour davantage dans les combats du peuple. C'est ainsi que le P. Saturnino Sepúlveda est recherché par la police secrète. Après qu'il se fût présenté devant la justice militaire en présence de ses avocats, il est laissé en liberté.

(10) Cf. DIAL D 345 (N.d.T.).

(11) Cf. DIAL D 345 (N.d.T.).

(12) Cf. DIAL D 351 et 354 (N.d.T.).

Mai - Des travailleurs occupent la cathédrale de Bucaramanga. Après une grève prolongée, en effet, les ouvriers de plusieurs entreprises de services publics sont expulsés par la police des lieux de travail et des locaux syndicaux. Il ne leur reste plus d'autre possibilité que d'occuper la cathédrale de la ville, avec l'accord de l'archevêque. Celui-ci, conjointement avec son clergé, donne son appui aux grévistes et publie un communiqué dans lequel il justifie le geste des travailleurs et demande que les salaires soient relevés pour contrebalancer l'élévation du coût de la vie. On lit dans le communiqué: "Nous sommes préoccupés par la situation sociale angoissante dans laquelle vivent les gens de la ville, les travailleurs en particulier. Les grèves nombreuses qui ont lieu sont le signe de ce malaise."

Ce même mois, un conflit oppose un officier à un prêtre travaillant au milieu des indiens Guahibos. Le général Pinzón Caicedo, basé à Villavicencio, convoque le P. Ignacio Gonzáles pour faire pression sur lui en le menaçant, en raison de son engagement auprès des indiens Guahibos qui luttent pour défendre leurs terres, leur culture et leurs coutumes. Il y a plusieurs années que le P. Gonzáles travaille auprès des indiens et les défend. En 1974, c'est lui qui était à l'origine de la dénonciation, laquelle fit grand bruit au plan national, concernant la chasse aux indiens et leur extermination par les propriétaires terriens de l'endroit avec l'aide des autorités civiles et militaires. En mai, donc, le général Pinzón le convoque pour la deuxième fois. Sur un ton agressif il attaque le P. Gonzáles en l'accusant en ces termes:

"Je ne peux accepter qu'on change les symboles sacrés de notre religion en les remplaçant par le marteau et la faucille. Si vous êtes communiste, foutez le camp en Russie, à Cuba ou en Chine. Vous y découvrirez ce que c'est que la liberté. Si vous voulez faire la guérilla, allez-y, mais on vous descendra à coups de fusil... C'est la deuxième et dernière fois que je vous avertis... Des curés comme vous, ça détruit la religion et ça fait du mal aux gens... C'est des camarades-prêtres à vous qui vous accusent... Ici, pas de discussion. Vous pouvez disposer!" Suite à cette entrevue, le P. Gonzáles essaie, mais en vain, d'en référer au procureur général de la République.

Juillet - C'est la tradition de célébrer un Te Deum à l'occasion de la fête nationale. L'archevêque de Cartagena, Mgr Rubén Izasa, s'y refuse en alléguant que les militaires et le gouvernement n'ont fait aucun geste d'apaisement à la suite des perquisitions sacrilèges du 31 octobre et des premiers jours de novembre de l'année dernière. Le clergé se déclare solidaire de son archevêque. Le comportement de l'archevêque devient l'occasion d'un débat national.

Quant au cardinal de Bogotá, il célèbre évidemment le Te Deum et fait de plus des déclarations à la radio dans lesquelles il critique le comportement de l'archevêque de Cartagena. Le clergé de Cartagena envoie un télégramme au cardinal pour lui exprimer son étonnement devant un tel jugement porté contre leur archevêque.

Juillet-août - Les groupes Chrétiens pour la libération répondent à l'épiscopat, suite à son document de novembre dernier. A cette date, en effet, l'épiscopat colombien avait publié un document de soixante-dix pages sous le titre: "Identité chrétienne dans l'action pour la justice". C'était une attaque contre les prêtres, les religieuses et les laïcs engagés dans les luttes populaires et ayant une attitude critique envers l'Eglise. Sous le même titre, un document-réponse est publié et envoyé aux évêques (13). Il est également envoyé au Saint-Père. Le document se place dans la perspective de la théologie de la libération et prend position sur les détournements de sens qu'en font

(13) Cf. DIAL D 401 (N.d.T.).

les évêques. Il montre que bon nombre des affirmations épiscopales sont en retrait par rapport au concile Vatican II et, à plus forte raison, aux documents de Medellin.

L'épiscopat prend position sur "l'infiltration marxiste" dans l'université. Au cours de l'assemblée de l'épiscopat, Mgr Castrillón, évêque de Pereira et président de la commission des communications du CELAM, ainsi que Mgr Naranjo, évêque de Santa Marta, critiquent le gouvernement sous prétexte qu'il ne met pas un frein à "l'infiltration communiste" dans les universités. L'épiscopat n'accepte pas que des professeurs marxistes puissent enseigner à l'université; il déclare que l'argent servant à payer des professeurs marxistes devrait être appliqué à d'autres besoins du peuple colombien.

Septembre - La grève nationale. L'élévation rapide du coût de la vie et l'incapacité du gouvernement à régler les problèmes essentiels du peuple (hausse des salaires, chômage, absence des services élémentaires, etc.) amènent les secteurs sociaux organisés à réaliser un mouvement continu de grèves locales et nationales. Comme la situation du peuple n'avait nullement retenu l'attention gouvernementale, une des centrales syndicales (la CSTC) avait proposé en mai l'organisation d'une grève nationale. L'idée prit corps et finalement, sous l'égide des quatre centrales (CSTC, UTC, CTC et CGT), la grève a lieu le 14 septembre alors qu'une série de décrets répressifs sont venus compléter l'état de siège quasi permanent.

La grève est un succès. Elle se prolonge plusieurs jours durant dans un certain nombre de villes, dont Bogotá. La répression gouvernementale se solde par un bilan de trente-trois morts, de nombreux blessés et des centaines d'arrestations. Dans les jours suivants, près de cinq cents ouvriers sont licenciés de leurs usines pour leur participation active à la préparation et à la réalisation de la grève.

Pendant la préparation et le déroulement de la grève, la hiérarchie et la majorité du clergé gardent un silence total. La grève est néanmoins soutenue par le groupe sacerdotal SAL et par Chrétiens pour le socialisme. Le 17 septembre, Mgr Pimiento, président de la conférence épiscopale et archevêque de Medellin, envoie un télégramme au président de la République, rédigé en ces termes: "Satisfaction pour la défense de l'ordre public" (El Tiempo du 17 septembre 1977).

Novembre - L'archevêque de Medellin donne son appui aux industriels. En effet c'est l'époque où a lieu la 23ème assemblée générale de l'association nationale des industriels de Colombie (ANDI), l'organisation par excellence de la bourgeoisie industrielle. Elle se tient à Medellin, deuxième centre industriel du pays et place forte de la bourgeoisie catholique et conservatrice. L'archevêque envoie aux congressistes une lettre de salutation et de soutien; il y déclare que les points de vue sociaux de l'ANDI coïncident avec la doctrine sociale de l'Eglise. (El Tiempo du 25 novembre 1977.)

Bogotá, janvier 1977

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 160 F - Etranger 185 F (voie normale)
(par avion: tarif sur demande)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441